

**ESPAGNOL**  
**ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS**  
**ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT**  
**Isabelle CABROL, Christophe GIUDICELLI**

**Coefficient : 3 ; Durée : 6 heures**

Les documents présentés cette année à l'épreuve d'espagnol invitaient les candidats à réfléchir sur la violation de l'autonomie de l'Université en Argentine et au Mexique, sur ordre de gouvernements autoritaires, voire franchement dictatoriaux. L'autonomie dont il était question devait être comprise au sens premier du terme, il s'agissait naturellement de celle qui interdit aux forces armées et à la police d'intervenir dans une enceinte universitaire sans l'accord des autorités compétentes, et n'avait rien à voir avec la vague « autonomie » de gestion très récemment imposée aux universités en France, contre l'avis général de l'ensemble de la communauté universitaire. Cette homonymie trompeuse n'a posé aucun problème aux candidats, qui n'ont que rarement rapproché le sujet qui leur était proposé de l'actualité nationale.

Le nombre de candidats est resté stable par rapport à la session 2009, et si la moyenne générale de l'épreuve n'a que peu varié, un regard plus qualitatif indique que la physionomie des copies 2010 n'est pas tout à fait la même que celle de l'année dernière.

Les deux premiers documents concernent les deux dernières périodes de dictature militaire en Argentine, la « Revolución argentina » initiée par le général Onganía en 1966 et achevée en 1973 par le retour au pouvoir par les urnes de Juan Domingo Perón, et le « Proceso de reorganización nacional », nom officiel de la sanglante dictature mise en place en 1976 par une junte particulièrement sanguinaire. Le premier document est un témoignage adressé au New York Times par un mathématicien nord-américain travaillant à l'Université de Buenos Aires de l'épisode connu sous le nom de *la noche de los bastones largos*, le 29 juillet 1966, durant laquelle la police militaire fut chargée de mettre un terme brutal à l'occupation pacifique de la Faculté des sciences par enseignants et étudiants en réponse à la suppression pure et simple de l'autonomie universitaire par décret. Dans le second document, un général ayant exercé de hautes fonctions dans le dispositif dictatorial mis en place après le coup d'Etat de mars 1976 expose de manière passablement exaltée ses théories sur la « guerre anti-subversive » telles qu'il les a mises en application à Tucumán et à Bahía Blanca, où il dirigeait la répression, notamment au sein de l'université.

Les trois derniers textes se rapportent au mouvement étudiant de 1968, noyé dans le sang à la veille des jeux Olympiques : après le « massacre de Tlatelolco » perpétré le 2 octobre par l'armée mexicaine sur la Place des trois cultures, la répression étouffa définitivement un mouvement de contestation qui durait depuis plusieurs mois. Les documents choisis concernaient avant tout la même question –centrale– de l'autonomie. Le premier est un extrait du discours prononcé par le recteur de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM) le 31 juillet pour protester contre la violation de l'autonomie par les véhicules de l'armée qui pourchassaient les étudiants dans l'enceinte de la Cité Universitaire, quelques jours auparavant. Le texte suivant est un passage du quatrième *Informe a la nación*, communiqué officiel du président de la République, Gustavo Díaz Ordaz, dans lequel il affirme on ne peut plus explicitement qu'il n'hésitera pas à faire usage de la force armée s'il estime que les circonstances le réclament. Dans le dernier document proposé, l'écrivain mexicain Paco

Ignacio Taibo II, qui avait participé personnellement au mouvement de 1968, revient sur les faits une vingtaine d'années plus tard, dans témoignage publié en 1991.

D'une manière générale, le jury a pu apprécier –à tous les sens du terme– une amélioration sensible de la qualité des devoirs en matière d'expression, tant du point de vue de la langue que du point de vue de la présentation de l'argumentation. Dans l'ensemble, les candidats de cette session ont su s'exprimer dans un espagnol correct et construire un devoir de façon claire. Ce saut qualitatif dans la qualité linguistique et rhétorique des candidats explique la baisse significative des notes les plus catastrophiques. Malheureusement, cette amélioration formelle s'est également accompagnée de gros défauts de fond sur le traitement des documents.

### **–Une contextualisation déficiente**

Les textes ne présentaient pas de difficultés majeures de compréhension, et une connaissance même superficielle du contexte général de l'époque devait permettre à tout candidat de cerner sans trop de problème la question qui était au cœur des documents proposés. Pour une raison que le jury ne s'explique pas, il semble bien que nombre de candidats aient tendance à oublier leur culture générale et leurs connaissances historiques au moment de rédiger un devoir en langue espagnole. Si l'on ne pouvait certes pas exiger une connaissance fine de l'histoire intérieure de l'Argentine et du Mexique, tout au moins était-on en droit d'attendre une contextualisation des situations exposées dans les documents proposés. Or seule une infime minorité de copies a su évoquer des événements pourtant aussi peu obscurs que la Guerre Froide, la guerre du Viêt-Nam, l'influence grandissante de Cuba en Amérique Latine ou l'agitation étudiante aux Etats-Unis, en France, à Prague, etc. Plus inquiétant, seuls deux candidats ont évoqué la tenue des Jeux Olympiques à Mexico en 1968. On rappellera que ces jeux ont commencé le 12 octobre 1968, soit dix jours après le massacre de Tlatelolco. Le nom du *batallón Olimpia*, chargé de provoquer la fin du mouvement étudiant, cité nommément par Paco Ignacio Taibo dans le dernier texte, ne laissait aucun doute sur le lien entre les deux événements. Concernant ce dernier auteur, pourtant très connu au-delà du champ des seules lettres hispano-américaines, le jury a eu la surprise de constater que bon nombre de candidats n'en avaient jamais entendu parler, au point de prendre son éditeur, Joaquín Mortiz, pour l'auteur du texte proposé...

### **–Flou conceptuel**

Le plus grand flou semble régner dans la tête des candidats lorsqu'il s'agit de qualifier la nature d'un gouvernement en Amérique Latine. Une fois encore, on a l'impression que les clichés médiatiques plus ou moins paternalistes ont la vie dure : lors d'une session précédente, le qualificatif attrape-tout de « populisme » avait tenu lieu de réflexion à bon nombre de candidats. Ici, dans une tentative d'embrasser le Mexique et l'Argentine des années 1960-70 dans une même catégorie, de très nombreux candidats se sont bornés à parler de « régimes ». On rappellera que ce terme seul ne qualifie en rien la nature de l'organisation politique d'un Etat s'il n'est pas accompagné d'un adjectif qualificatif... Cette qualification était d'autant plus nécessaire que, précisément, entre la démocratie formelle dominée par le PRI mexicain et la terreur militaire orchestrée par les juntes successives en Argentine, s'ouvrait une différence de taille. Certes, l'influence du PRI (Partido Revolucionario Institucional) dans les affaires de l'Etat mexicain pouvait légitimement inciter à remettre en doute le fonctionnement réel de la démocratie représentative au Mexique à l'époque des faits évoqués, mais il n'en reste pas moins que le souci formel de respecter un ordre constitutionnel était au fondement sinon de l'action tout au moins des discours des dirigeants mexicains. L'argumentation du président Díaz Ordaz dans le texte n°4 en est une parfaite illustration. Cela n'empêchait naturellement

en rien les candidats de démontrer la différence entre les discours et les actes, qui démontreraient la nature réelle du pouvoir, extrêmement autoritaire, bien au contraire. Mais on ne pouvait pas mettre ce dévoiement de l'ordre constitutionnel sur le même plan que le projet ouvertement totalitaire exprimé dans le texte n°2 par le général argentin Vilas.

La nature même de cette épreuve incite les candidats à faire preuve de réflexion critique sur les textes proposés. Or de très nombreux candidats ont tendance à substituer cette réflexion critique à une confrontation formelle de points de vue différents, totalement décontextualisés, sans tenir aucun compte de la réalité historique des faits présentés. Il est à vrai dire préoccupant de voir qu'un candidat à ce concours peut mettre sur le même plan par exemple la lettre témoignage d'un chercheur victime de la répression et la profession de foi totalitaire d'un général en charge de *la lucha por las almas*, de son propre aveu, sous prétexte que les auteurs respectifs de ces textes étaient parties prenantes dans les événements qu'ils rapportent. De très nombreuses copies ont de même renvoyé dos-à-dos le discours du président Ordaz et le témoignage *a posteriori* de Paco Ignacio Taibo sous le prétexte explicite qu'ils émanaient de deux « camps » ou « opinions » différentes, et que ce ne sont par conséquent pas des textes « objectifs ». Le jury s'inquiète vivement de cette tendance majoritaire cette année. Outre que ce discours sur l'« objectivité » ou la « subjectivité » est une manière de refuser la réflexion critique, elle fait bon ménage des réalités historiques et, en l'occurrence, gomme la responsabilité des massacres en mettant sur le même plan victimes et bourreaux. Pour reprendre ce dernier exemple, il n'était pas très difficile de s'appuyer sur la date de publication du livre de Paco Ignacio Taibo, ainsi que sur les éléments qu'il fournit dans l'extrait proposé pour comprendre où se trouvait la réalité historique. On n'ose imaginer ce que donnerait le même exercice confrontant des textes concernant les années 1940 en Europe...

En résumé, si la qualité formelle des copies s'est sensiblement améliorée cette année, preuve nette de la bonne préparation des candidats en langue espagnole, le jury regrette qu'un nombre trop important d'entre eux ait tendance à abdiquer de leurs connaissances générales et de leur capacité critique dès lors qu'il s'agit d'examiner des faits concernant des pays « exotiques ».